

-----

# DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE À L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS. (\*)

## L'ASSOCIATION INTERNATIONALE:

Le 6 mai, un meeting commémoratif de la révolution allemande de 1848 devait rendre publique la fondation de l'*Association internationale*, ainsi que l'annonçait la convocation à cette réunion (403). Mais les choses ne se sont sans doute pas déroulées ainsi (404) puisque, quelques mois plus tard, le 10 août 1856, un autre meeting public se tint au *Literary Institute, John Street*, dans la même salle où avait eu lieu le meeting pour la «*Ligue universelle des travailleurs*». Le *Comité international* avait convoqué ce meeting public conjointement avec la *Commune révolutionnaire*, pour commémorer la République française de 1792, mais aussi pour procéder à la fondation de l'*Association internationale* (405). Longpied présidait la réunion. Soutenu par Scherzer, Talandier et Nash, Bligh présenta une motion dans laquelle il proposait de fonder une alliance internationale réunissant les chartistes anglais et les organisations de réfugiés français, allemands et polonais. Pourraient s'y joindre également, ceux qui ne faisaient partie d'aucune de ces organisations. La motion fut adoptée. Elle déclarait:

1- Une alliance est formée entre la *Commune révolutionnaire* française, la *Société des Communistes* allemands, la *Société des Chartistes* anglais, la *Société des Socialistes* polonais et tous ceux qui, sans appartenir à aucune de ces sociétés, sont membres éligibles de l'*Association internationale*. Le *Comité international* est l'organe de cette alliance.

2- Les dites sociétés s'engagent à coopérer dans toutes les entreprises visant le triomphe de la république universelle, démocratique et sociale. Elles s'engagent, dans l'intérêt d'une union qui ne peut résulter que d'une absolue conformité de pensées, de paroles et d'actions, à mettre la même question à l'ordre du jour de leurs divers meetings, et à combiner leurs efforts pour donner, autant que possible, une direction identique à leurs propagandes particulières.

3- Les dites sociétés s'engagent enfin à mettre en jeu tout leur pouvoir pour inciter les citoyens de tous les pays à organiser des sociétés nationales socialistes et révolutionnaires, pour les relier ensemble par l'association générale, afin que la force de l'association de tous les individus serve la propagande internationale, et que la force de l'association de tous les peuples serve les diverses propagandes nationales, et pour préparer ainsi le succès de la future révolution, succès que ne pouvaient attendre les révolutions passées, n'ayant pas reconnu et pratiqué la loi de la solidarité sans laquelle il n'y a de salut ni pour les individus, ni pour les peuples (406).

On doit donc considérer le 10 août 1856 comme la date de fondation de l'*Association internationale*.

(\*) Choix de l'extrait et du titre: *Anti.mythes*.

403. *L'Homme*, 3 mai 1856.

404. Dans son compte rendu du meeting, *The People's Paper* du 10 mai 1856 ne dit rien à ce sujet.

405. D'après la note parue dans le *Londoner Deutsches Journal* du 16 août 1856.

406. *Reynold's Newspaper*, 17 août 1856.

Nous manquons d'informations supplémentaires sur l'application de cette résolution. Mais nous savons que le même mois, les règlements et statuts furent rédigés et distribués sous forme de tracts en anglais, français, allemand et polonais, sous le titre: 1856 (407).

Les statuts (408) étaient signés par L. Oborski, J. Nash et Talandier, respectivement trésorier, secrétaire aux procès-verbaux et secrétaire correspondant du «*Comité central international*», ainsi que s'appela dès lors le comité exécutif de l'*Association internationale*.

Selon ses statuts, le but de l'Internationale était de propager et d'organiser la solidarité internationale et de créer un milieu où pourrait s'étudier, se propager et se pratiquer les lois du nouvel ordre social.

L'Internationale devait être représentée par un *Comité central international*, siégeant à Londres et composé, dans la mesure du possible, de cinq délégués de chaque nation européenne. La présidence serait assurée à tour de rôle par chacun de ses membres, les autres fonctionnaires étant élus pour un an et pouvant être réélus. Chaque année le Comité central publierait un compte rendu de ses travaux et convoquerait à Londres une assemblée générale des membres de l'Association. En accord avec la proposition déjà formulée dans le rapport annuel du Comité international, une section de l'Internationale devait être constituée dans chaque ville, comptant plus de dix membres, un comité local étant chargé d'envoyer tous les trimestres au Comité central une copie, établie sur les procès-verbaux, des résolutions adoptées. Ces groupes locaux devaient s'organiser en *décuries* (409), *decemvirats*, avec un *décurion* à leur tête. La cotisation s'élevait à dix pence par trimestre, toujours selon les propositions du rapport annuel, mentionné plus haut; la moitié du montant perçu devait être confiée au Comité central. Des cartes de membres seraient imprimées, semblables pour toutes les sections, donnant à leurs possesseurs le droit d'assister aux assemblées des sections étrangères, avec voix délibérative. Les membres changeant de pays recevraient aide et appui (410). Le Comité central et les comités locaux feraient tenir des listes d'offre et de demande d'emploi. Les femmes, comme les hommes, pouvaient rejoindre l'organisation.

Après un quart de siècle de manifestations de solidarité internationale et de propagande pour une alliance universelle, ces statuts constituèrent, pour la première fois depuis l'origine du mouvement ouvrier, une organisation internationale de caractère prolétarien, socialiste et révolutionnaire. Issue de la collaboration entre les chartistes et les organisations d'émigrés, tradition vieille de quinze ans, précédée par les *Fraternal Democrats* (cette dernière société ayant revêtu un aspect plus propagandiste et tributaire de la tradition de l'internationalisme démocratique bourgeois), l'*Association internationale* marqua plus profondément la rupture avec l'internationalisme bourgeois. Pour l'*Association internationale*, il ne s'agissait plus seulement d'être une organisation de propagande, mais aussi d'étudier les formes de la nouvelle société socialiste; ses membres désiraient non seulement propager la fraternité internationale, mais aussi organiser à l'échelle internationale l'aide directe et le soutien des travailleurs; ils voulaient former non seulement une organisation de caractère internationaliste, mais également une organisation internationale ayant des ramifications dans d'autres pays.

407. Il ressort d'un document des Archives d'Etat de Vienne, «*Internationale Assoziation 1856*», que ces règlements étaient bien déjà parus en août 1856. Il déclare: «*Sous le titre de 1856, les émigrés de Londres viennent de distribuer un pamphlet contenant les versions anglaise, française, allemande et polonaise des règlements et statuts de l'Association internationale, imprimé à l'Imprimerie démocratique de Zeno Swietoslowski. Ces règlements et statuts sont signés par L. Oborski, J. Nash et A. Talandier. Une réimpression de la version allemande est parue dans le n°89 du Berlin Weekly News, VIII, 25 août 1856*». Ce qui prouve que les règlements et les statuts ont dû être imprimés et distribués entre le 10 et le 25 août.

408. La version française des règlements et des statuts fut reproduite dans *Le Drapeau* du 27 septembre 1857. Dans la reproduction du tract en regard, le titre 1856 manque. Voir Appendice VII.

409. Les *décuries*, issues des *decuriae* militaires et administratives de la Rome antique, étaient aussi une tradition au sein des sociétés secrètes républicaines, comme les *carbonari* (cf. J. Tchernoff, *Associations et Sociétés secrètes...*, 1905, p. 133); l'une des trois associations républicaines les plus importantes au début de la monarchie de Juillet était aussi divisée en *décuries*, à savoir: l'*Association libre pour l'éducation du peuple*. (Cf. G. Perreux, *La Propagande républicaine au début de la monarchie de Juillet*, 1930, p. 56.)

410. D'après le paragraphe 16 des règlements et statuts, semblable au paragraphe 9 du règlement provisoire de la Première Internationale, selon lequel: «*Chaque membre de l'Association internationale changeant de pays recevra l'appui fraternel de l'association*». *The Working Men's International Association...*, 1864, p. 15.

Selon ses statuts, l'organisation de l'Internationale était construite sur la base de groupes locaux, composés de décuries. Mais en fait l'Internationale semble bien avoir été dominée par les quatre sociétés qui l'avaient fondée lors du meeting du 10 août, et dont les membres l'avaient en tant que tels rejointe: la société des chartistes anglais, les socialistes polonais, la *Commune révolutionnaire* française, et la *Kommunistische Arbeiterbildungsverein* allemande (411). C'est ce qu'indiquent aussi bien Bernhard Becker (412) membre du Comité central, que Hugo Hillmann (413), A. Scherzer (414) et quelques autres. Scherzer était aussi l'un des orateurs habituels des assemblées du *Comité international*. Les vingt membres du *Comité central international* qui se réunissaient chaque semaine, paraissent avoir été choisis au sein de ces quatre organisations (415).

Les socialistes polonais de Londres avaient fondé la *Société révolutionnaire polonaise*, *Gromada Rewolucyjna Polska*. Parmi ses principaux membres figuraient le colonel Ludwik Oborski (1787-1873), qui avait été en 1821 à la tête de la branche militaire de la société patriotique de Varsovie et après l'insurrection polonaise, une personnalité éminente de l'émigration polonaise à Londres. Il fut l'un des commandants d'un régiment de l'insurrection de Bade, sous la direction de son compatriote Mieroslawski et membre du *Conseil général* de la *Première Internationale*; Zeno Swietoslawski, qui avait déjà fait partie de la société socialiste *Lud Polski*; né à Varsovie en 1811, il était le fils d'un riche propriétaire terrien. Encore étudiant, il participa au soulèvement de 1830 et après l'échec de l'insurrection, il s'exila en 1831. Il arriva à Jersey en octobre 1834. Pendant la première moitié des années cinquante, il eut d'étroites relations avec les réfugiés du continent, qui connaissaient l'exil pour leurs convictions républicaines et radicales, et qui firent de Jersey le foyer de la lutte menée par les émigrés en exil contre les gouvernements autocratiques de leurs pays. On y comptait une centaine de réfugiés, dont une majorité écrasante de Français. Swietoslawski avait installé une imprimerie à Saint-Héliier en 1852. Il imprima

411. Il n'existe pour l'instant pas d'histoire des différentes organisations d'émigrés à Londres. (Sur la *Commune révolutionnaire polonaise*, voir Peter Brock, «*The Polish Revolutionary Commune in London*», dans *The Slavonic and East European Review*, vol.35, n°84, décembre 1956 ; et Wislawa Knapowska, «*Lud Polski. Gromada Rewolucyjna Londyn*», dans *Kwartalnik Historyczny*, Varsovie, 1955, n°2, p. 63-97.) Il existe peu de sources d'informations aussi bien en ce qui concerne l'histoire du *Comité international* que celle de l'*Association internationale*. Outre *The People's Paper* et le *Reynold's Newspaper*, et le journal français *L'Homme, journal de la démocratie universelle*, Jersey-Londres, 1854-1856, les journaux belges *Le Prolétaire* et *Le Drapeau* contiennent des informations sur le sujet. *Le Prolétaire*, édité par Nicolas Coulon, parut tous les deux mois à partir du 23 septembre 1855. C'était un périodique socialiste-révolutionnaire de coloration anarchiste. *Le Drapeau*, édité par Louis Labarre, commença à paraître le 8 décembre 1856, et fusionna avec *Le Bien-être social*. Ces deux journaux étaient en rapport avec l'*Association internationale* et la *Commune révolutionnaire*; ils publièrent des comptes rendus de leurs meetings et parfois des manifestes. L'*Institut national d'histoire sociale* de Bruxelles a mis gracieusement à notre disposition sa collection des numéros du *Prolétaire* et du *Drapeau*. Il est regrettable, toutefois, qu'un grand nombre de numéros manque, et qu'il soit impossible de les trouver où que ce soit. J'exprime ici ma gratitude à Gustav Mayer pour ses recherches dans la presse anglaise et dans les collections du *British Museum*.

Rothstein et Malon sont les seuls auteurs à avoir consacré dans leurs ouvrages quelques pages à l'*Association internationale*. Rothstein (*Beiträge*, op. cit., p.207-227) fonde exclusivement son information sur les journaux anglais. Malon, *Histoire du socialisme*, V, p.6-12, n'indique pas ses sources. Malon publia un «*programme initial*» de l'Internationale de 1855 dans ses *Lundis socialistes 1-Précis historique, théorique et pratique de socialisme*, Paris, 1892, p.124-125 (et dans: *La Revue socialiste*, XI, 1890, p.147). Un tel programme ne pouvait exister en 1855. Le texte s'avère être un montage de quelques paragraphes d'un manifeste de décembre 1858 et d'un nouveau programme de janvier 1859. La liste des noms des signataires de ce dernier programme ne nous apprend rien à cet égard.

412. Bernhard Becker, *Geschichte der Arbeiter-Agitation Ferdinand Lassalles*, Braunschweig, 1875, p.11. Bernhard Becker (1826-1882) participa à l'insurrection de Bade en 1849. Il fut l'éditeur de *Die Neue Zeit* jusqu'au 6 novembre 1858. En 1862, il quitta Londres pour l'Allemagne et devint président de l'*Allgemeine Deutsche Arbeiterverein*, après la mort de Lassalle.

413. Hugo Hillmann prit part à la révolte de mai 1849, à la suite de laquelle il s'enfuit en Belgique, d'où il fut expulsé. Plus tard il fut délégué de Elberfeld-Barmen et Solingen au congrès de fondation de l'*Allgemeine Deutsche Arbeiterverein*, à Leipzig, le 23 mai 1863.

414. Andréas Scherzer (1807-1879), tailleur de Bavière. Il dirigea l'un des groupes parisiens du *Kommunistenbund*, appartenant à la fraction Willich-Schapper. En février 1852, un procès fut intenté contre plusieurs membres du *Kommunistenbund*, et Scherzer fut condamné à trois ans de prison (Wermuth-Stieber, op. cit., p.78-102). Il était partisan de Weitling et écrivait régulièrement de sa prison des articles pour le journal de Weitling, à New York, *Republik der Arbeiter*. Weitling, à New York, et l'*Arbeiterbildungsverein*, à Londres, réunirent des fonds pour subvenir aux besoins de la famille de Scherzer pendant qu'il était en prison. A partir du 20 novembre 1858, il dirigea *Die Neue Zeit*. En 1859, il devint membre du comité de correspondance de l'*Arbeiterbildungsverein*. En novembre 1843, il publia une plaquette de poèmes: *Vor Weitlings Gefängnis* (8p.); il fit aussi paraître une brochure de propagande *Musestunden und Schweisstropfen*. (Paris 1847, 8p.)

415. Cf. l'article de Scherzer dans le *Neuer Social Demokrat* du 18 février 1876.

le journal des réfugiés français, *L'Homme*, et près de quarante-cinq brochures politiques, la plupart en français. On trouvait parmi les auteurs, Victor Hugo aussi bien qu'Alexandre Herzen (416). Swietoslowski fut expulsé de Jersey le 2 novembre 1855. A Londres, il poursuivit son activité d'imprimeur avec l'*Universal Printing Establishment*.

Parmi les autres membres, il faut citer Henryk Abicht (1835-1863), qui avait dû s'enfuir de Russie, en 1857, à cause de ses activités révolutionnaires ; il s'établit à Londres où il travailla d'abord comme typographe dans l'imprimerie de Swietoslowski, puis pour la *Kolokol* (417); Konrad Dabrowski (418), frère du célèbre général polonais qui devait être tué pendant la Commune de Paris de 1871; Jan Krynski (1811-1890), ex-officier, qui apprit le métier de tailleur à Jersey; Baraszkiewicz, Walenty Crezespinski, Ludwik Kordecki, Maximilian Zieblinski.

La *Commune révolutionnaire polonaise* de Londres fut probablement fondée en 1854. Mais ce ne fut qu'au début de l'année suivante, avec la fondation du *Comité international*, qu'elle entra semble-t-il réellement en action. Bien que la Commune polonaise ne fut pas la plus importante des organisations à avoir créé l'*Association internationale* en 1856, elle joua un rôle notable. Les premiers secrétaires du *Comité international*, comme de l'*Association internationale*, furent des Polonais, ainsi que le trésorier de cette dernière. La *Commune révolutionnaire polonaise* constitue le lien entre le socialisme agraire, le «populisme» de la première *Lud Polski* des années 1830 et 1840 et l'ultérieur mouvement ouvrier polonais. Elle occupe en fait dans l'évolution du socialisme polonais «une position identique à celle de l'*Association internationale*, où les Polonais formèrent une section si influente dans l'histoire du mouvement socialiste international (419)». Membres de la *Commune Révolutionnaire polonaise*, Oborski, Dabrowski et Krynski, tous devaient par la suite participer activement à la *Zwiazek Ludu Polskiego* émigrée, troisième du nom, qui travailla à Londres en étroite liaison avec la Première Internationale.

Selon les statuts, les membres de l'*Association internationale* de Londres étaient organisés en décuries, à la tête desquelles se trouvait un décurion, chargé de veiller au paiement régulier des cotisations et de convoquer les assemblées. Le système des décuries permettait à ceux qui n'étaient membres d'aucune société d'émigrés de rejoindre l'Internationale. Ainsi Lardaux (420), l'un des membres français qui prit une part active à l'organisation de l'Internationale, n'était pas, que l'on sache, membre de la *Commune révolutionnaire* (421), Lardaux était membre de la loge franc-maçonnique *La Concorde*. La plupart des exilés français étaient francs-maçons. La loge des *Philadelphes*, dont Jourdain fut par exemple un membre important, et la loge de *La Concorde* n'étaient pas reconnues par la loge anglaise officielle, ceci en raison de leur athéisme.

416. Voir «A Polish «Proscrit» in Jersey» de Peter Brock, paru dans le *Bulletin of the Société jersiaise*, 1954, vol.XVI, 2ème-partie, p.179-194; et du même auteur, «Zeno Swietoslowski, a Polish Forerunner of the Narodniki» dans *American Slavic and East European Review*, décembre 1954, p.566-587.

417. En 1862, il se rendit à Varsovie en passant par Paris et se mit à la disposition du *Comité central nationaliste révolutionnaire* qui organisait l'insurrection. La question agraire l'intéressait par-dessus tout. Il fut arrêté le 20 novembre 1862 et pendu en 1863. Edgar Bauer en fait mention sous le nom de Adler dans sa brochure *Die Wahrheit über die Internationale*, Altona, 1872, p.8.

418. Dans les documents de l'époque non polonais, son nom s'écrit: Conron Dombrowski; celui de Krynski: Krynston.

419. Voir Peter Brock, «The Polish Revolutionary Commune in London», dans *The Slavonic and East European Review*, vol.35, n°84, décembre 1956, p.128.

420. François-David Lardaux (1814-1866) fut emprisonné après le coup d'Etat, puis déporté en Afrique; deux ans après il rentra à Londres: «Il participa à l'organisation de la Première Internationale» - Talandier (*La Rive gauche*, 3 juin 1866) - «celle qui, si nous en jugeons par les nombreux membres de la nouvelle (Internationale) qui appartiennent à l'ancienne (l'Association internationale), non moins que par les idées qui sont communes aux deux, fut en réalité l'avant-coureur et le préparateur du mouvement actuel». Cf. à son sujet: *La Rive gauche*, 27 mai 1866. Lardaux appartient à la branche française de la Première Internationale. Il était propriétaire d'un restaurant à Soho, 4, Old Compton Street. Ce fut là que se rencontrèrent les délégués anglais et français, le lendemain du meeting en faveur de la Pologne, le 23 juillet 1863. (Cf. Max Nettlau, *Der Anarchismus von Proudhon zu Kropotkin...*, Berlin, 1927, p.68.) Une délégation de six membres du Conseil général de la Première Internationale (Cremer, Fox, Shaw, Lessner, Maurice et H. Jung) assista aux funérailles de Lardaux. Les orateurs furent Taffery, Boquet, Besson, Lessner, Calay et Benoit, qui prit la parole au nom de la franc-maçonnerie.

421. Etant donné le peu d'informations sur l'histoire interne de la Commune révolutionnaire, il est impossible de connaître la totalité de ses membres.

De même que le *Comité international*, l'*Association internationale* continua à organiser des meetings pour célébrer les anniversaires d'événements révolutionnaires. Elle organisa aussi les funérailles du socialiste français Rougée, le 19 avril 1857, lequel, outre qu'il avait été membre actif de la *Commune révolutionnaire*, avait joué un rôle important au sein du *Comité international* et de l'*Association internationale*. C'est au nom de cette dernière que Talandier prononça un discours sur sa tombe (422). Sous les auspices de l'*Association internationale*, des excursions furent organisées afin de promouvoir la fraternité internationale. Sur le continent, l'Association entretenait particulièrement des relations avec la Belgique.

A partir de juin 1857, un organe officiel dirigé par Talandier fut publié en langue allemande, française, anglaise, et polonaise, le *Bulletin de l'Association internationale*. Il était imprimé à l'*Imprimerie Universelle* de Swietoslowski, 178-179 High Holborn, où s'installèrent les bureaux du *Bulletin* et ceux de l'*Association internationale* (423). Le *Bulletin* ne parut qu'un an, sa disparition étant sans doute due au manque de fonds. La somme recueillie par l'Internationale, entre mars 1857 et mars 1858, semble s'être élevée à 53 livres, 5 shillings, 7 pence (424).

Le 22 septembre 1857, l'*Association internationale* organisa avec la *Commune révolutionnaire* un meeting pour commémorer la proclamation de la République française de 1792. Jeanne Déroin y prit la parole. Cette célèbre féministe socialiste remarquée en 1848 au *Club des femmes* fut par la suite candidate aux élections et collaboratrice ou membre de la rédaction des journaux féministes: *Voix des femmes*, *Politique des femmes* et *Opinion des femmes* (425). Dans son discours, elle dénonça les démocrates, qui refusaient d'accorder aux femmes des droits égaux à ceux des hommes. Son discours suscita une discussion animée et rencontra nombre de contradicteurs (426). Le *Bulletin international* remarqua que l'*Association internationale* était la seule société à reconnaître aux femmes les mêmes droits qu'aux hommes. Dès son premier manifeste, publié en juillet 1855, le *Comité international* avait défendu les droits des femmes. Les tentatives pour mettre en pratique ces droits en ce qui concernait

422. Discours prononcé sur la tombe de J.-B. Rougée par le citoyen Talandier, 1p. Cf. aussi *Discours* de Félix Pyat.

423. Une collection complète des numéros du *Bulletin international* n'a pu être trouvée ni au *British Museum*, ni nulle part ailleurs.

424. Edgar Bauer fait mention de cette somme, sur la foi des livres de comptes, dans sa brochure *Die Wahrheit über die Internationale*, p.9. Edgar Bauer (1820-1886) fit partie, comme son frère Bruno Bauer, des hégéliens de gauche. En 1843, il publia son texte anarchiste *Der Streit der Kritik mit Kirche und Staat*. Le livre fut saisi, mais réimprimé à Berne l'année suivante. L'auteur fut condamné et ne recouvra la liberté qu'avec la révolution (mars 1848). En 1849, il publia un périodique *Die Parteien*; après la révolution allemande avortée, il partit à Londres. Il fut aussi un des rédacteurs de *Die Neue Zeit*, et secrétaire de l'*Association internationale* en 1859.

425. Jeanne-Françoise Déroin (1805-1894) publia aussi quelques années plus tard *L'Almanach des Femmes* pour 1853 (paru à Jersey). On rencontre aussi Joseph Déjacque au *Club des Femmes*. Cf. Lucas, op. cit., p.125, 135 et suivantes. Sur l'action de Jeanne Déroin de 1848-1849 cf. Léon Abensour, *Le Féminisme sous le règne de Louis-Philippe et en 1848*, Paris, 1913, et Adrien Ranvier, «Une féministe de 1848 : Jeanne Déroin» dans *La Révolution de 1848*, tome IV, p.317 et suivantes. La remarque de l'auteur selon laquelle Jeanne Déroin n'aurait mené aucune action politique après 1855 s'avère donc incorrecte. Le 18 octobre 1857, la *Société pour la Promotion de la solidarité des femmes socialistes* fut fondée à Londres, dans le but de se prêter assistance pour l'éducation et le travail. Le programme annonçait entre autres que les femmes socialistes ont le droit et le devoir de s'unir, de s'éduquer l'une l'autre et de trouver les moyens de mieux participer à la lutte pour l'émancipation sociale. Cf. *Le Drapeau*, 8 novembre 1857.

426. *Le Prolétaire* (3 novembre 1857) donna le commentaire suivant dans un article intitulé «L'Emancipation de la femme»: «Le 22 septembre, un banquet a été donné à Londres, par la Commune révolutionnaire et l'Association internationale réunies, pour fêter l'anniversaire de la proclamation de la république en 92. Après que plusieurs discours eurent été prononcés, la citoyenne Jeanne Déroin a pris la parole pour s'élever contre les démocrates qui ne reconnaissent pas à la femme l'égalité de droits. La citoyenne Déroin n'a pas été plus heureuse dans cette réunion, qu'elle ne l'a été pendant la période de 48-49, où elle luttait si courageusement dans les réunions populaires, pour revendiquer, au nom de la femme, les droits que la société lui a déniés jusqu'à ce jour. Le discours de Jeanne Déroin a donné lieu à une discussion animée et ses contradicteurs ont été assez nombreux. N'est-il pas étrange de trouver encore à cette heure bon nombre de démocrates contester les droits de la femme? Quand on veut être libre, il ne faut pas vouloir que d'autres restent dans l'esclavage et faire des restrictions; et si les droits de la femme n'étaient pas aussi incontestables et aussi sacrés que ceux de l'homme, des raisons assez puissantes militent encore en faveur de son émancipation et devraient pousser la démocratie à travailler avec ardeur pour faire arriver la femme à l'égalité de droits; car, nul n'ignore aujourd'hui l'influence qu'exercent l'épouse et la mère sur son entourage; et si nous voulons que nos enfants soient libres, il faut que les mères qui leur donnent les premiers soins, qui dirigent leurs premiers pas, jouissent de la liberté et en connaissent tout le prix pour en inspirer l'amour à leurs enfants. La révolution future a précisément pour but d'effacer toute inégalité, de détruire tous les privilèges et au nombre de ceux-ci se trouve l'énorme privilège

les fonctions dans l'*Association internationale*, rencontrèrent semble-t-il une sérieuse opposition et furent probablement l'un des facteurs à l'origine de la scission de 1859.

Des comités et des groupes de l'Internationale furent fondés, à New York et dans d'autres villes. En juin 1857, le *Comité central* de Londres avait envoyé au Comité de New York un exposé détaillé des buts et des objectifs de l'Internationale. Nous ne sommes pas seulement révolutionnaires républicains - expliquait le Comité - mais nous sommes aussi socialistes, et la révolution politique doit marcher de pair avec une révolution sociale radicale. La révolution doit abolir la forme actuelle de la propriété, qui n'est rien d'autre qu'une prolongation du système féodal. Elle doit mettre fin à la domination de l'homme sur l'homme. Une révolution qui ne remet pas les moyens de production entre les mains du peuple n'a aucune chance de réussir, car une révolution qui proclame la liberté et l'égalité ne peut être bénéfique que si le peuple tient les moyens de production sous son contrôle. La tâche de l'Association était de former une minorité agissante dans ce sens (427).

Outre à New York, de nombreux groupes avaient été créés dans différentes villes des Etats-Unis, ainsi à Boston, Cincinnati et Chicago (428). Comme à Londres, l'Internationale organisa en Amérique des meetings à l'occasion des anniversaires d'événements révolutionnaires. Les émigrés français constituaient la majorité de ses membres. L'Internationale américaine avait également un Conseil central et diverses sections, dont une allemande. Selon son programme, elle avait pour but d'«*unir tous les partisans de la révolution favorables aux réformes sociales et politiques ainsi qu'à la liberté et à l'égalité des droits pour la population du monde entier; elle propageait la révolution pour le progrès illimité*» (429). A l'initiative de la branche allemande, un meeting eut lieu le 23 juin 1858 à New York, pour commémorer les journées de Juin 1848. Des délégués de différents pays assistèrent à cette réunion. Le *Kommunistenklub* (430), fondé en 1857 par Albrecht Komp, était représenté par deux orateurs: Sorge et Friedrich Kamm. Les orateurs français étaient Latour et Monfalcon. Parmi les émigrés des Etats-Unis, tout comme à Londres, la divergence entre les républicains bourgeois et les socialistes révolutionnaires était de plus en plus évidente, et il devint clair que la classe ouvrière aspirait plus à une émancipation

*dont les hommes se sont emparés pour établir leur suprématie sur les femmes et les considérer comme leur étant inférieures. Le Bulletin International qui rapporte l'incident soulevé par le discours de la citoyenne Jeanne Déroin, au banquet du 22 septembre, dit que jusqu'à présent il n'a pas appris qu'il existât dans le monde une autre société que l'Association internationale, où la femme fût en fait et en droit reconnue égale à l'homme. Il en existe cependant une autre, où la femme est reconnue sur le pied de l'égalité la plus parfaite, c'est la Société d'affranchissement, fondée à Bruxelles, depuis 3 ans. Les fondateurs ont compris qu'il était urgent de lutter pour la liberté de la femme aussi bien que pour celle de l'homme».*

427. Cf. la réponse du comité de Londres au comité de New York dans le premier numéro du *Bulletin*, d'après *Le Proletaire* du 17 juin 1857, IIIème année, n°10.

428. D'après le manifeste du *Comité central* du 24 juin 1858, signé par Oborski, Nash et Talandier et paru dans *Le Drapeau* du 4 juillet 1858. Voir le texte *Appendice VIII*. Le texte parut en anglais dans *The National Union*, édité par Leno, juillet 1858, n°3. Paru aussi sous forme de brochure. Pour la version anglaise, quelque peu différente de la française, voir *From Buonarroti to Bakunin*, Leyde, 1970, p. 241-246. A propos de ce manifeste, on put lire dans *Le Libertaire* du 31 août 1858: «*Nous l'aurions reproduit s'il n'y avait déjà paru dans un journal de New York et cela avec d'autant plus de plaisir qu'il rentre en grande partie dans nos idées sauf une phrase courtoisanesque à l'adresse d'un des princes de la démocratie*». Il parut aussi dans *Die Neue Zeit* du 10 juillet 1858: *Manifest des Zentralausschusses des in London tagenden Internationalen Vereins*. Signé: *Im Namen des Internationalen Zentralausschusses*.

429. Cf. Schlüter, op. cit., p.175.

430. La première réunion du *Kommunistenklub* se tint le 25 octobre 1857. Président: Kamm ; vice-président: Komp. (Schlüter, op. cit., p.160-162). Kamm avait participé à l'insurrection manquée des démocrates, à Bonn, le 10 mai 1849. Il faisait partie du conseil de la *Société démocratique*. Il s'enfuit à l'étranger, vécut deux ans à Genève avant de s'embarquer pour les Etats-Unis. (Cf. *Prozessverhandlungen gegen Gottfried Kinkel und Genossen zu Köln, 29. April bis 2. Mai 1850... Herausgegeben vom Bonner Komitee...* Bonn). Sur le rôle que joua Kamm dans l'insurrection cf. Carl Schurz, op. cit., chap.V. Le 10 décembre 1857, Kamm écrivit à Marx pour lui demander sa collaboration, et lui envoya quelques exemplaires des statuts du *Kommunistenbund*, qui, comme il l'expliqua à Marx, comprenait 30 membres (Archives Marx-Engels I.I.S.G.). D'après Schlüter (cf. aussi *Die Internationale in Amerika, Sozialistische Arbeiter-Bibliothek VI, 8 Hefte. Herausgegeben von der deutschen Sprachgruppe der Sozialistischen Partei der Ver. Staaten*, Chicago, Illinois) des délégués du *Kommunistenbund* assistèrent à plusieurs sessions de l'*Association internationale*. En 1844, ou au début de l'année 1845, des membres du *Bund der Gerechten* venus en Amérique avaient fondé à New York une branche de la fédération européenne, société secrète communiste qu'ils avaient appelée *Jeune Amérique*. Au début du mois d'octobre 1845, ils fondèrent une organisation non secrète, aux ramifications locales à Newark, Saint Louis, Cincinnati, Baltimore, Milwaukee, etc...: la *Sozialreform-Assoziation*. (D'après F. A. Sorge, «*Die Arbeiterbewegung in der Ver. Staaten*», *Neue Zeit* IX, I, p.775.

économique qu'à une réforme politique. Le discours de Latour, par exemple, s'en prenait violemment aux républicains de 1848, au groupe du *National* tout comme à celui de *la Réforme*, pour avoir tous deux assassiné la révolution; ce qui devait apprendre au prolétariat à ne plus jamais se laisser diriger, lors des révolutions à venir. Le discours de Monfalcon peut se résumer ainsi: aujourd'hui, la bourgeoisie est au prolétariat ce qu'était auparavant la noblesse à la bourgeoisie. Le moment insurrectionnel est proche. Que les prolétaires ne laissent pas la bourgeoisie enchaîner le mouvement. C'est une lutte à mort entre eux et nous. Plus de dirigeants, plus de maîtres. Les travailleurs doivent régler leurs affaires eux-mêmes. Il faut en finir à tout jamais avec la bourgeoisie, comme on l'a fait en 93 avec Louis Capet, ce noble d'entre les nobles (431).

Un nouveau meeting se tint à New York le 22 septembre 1858 pour commémorer la première République française. A cette occasion, Déjacque écrivit que les socialistes révolutionnaires devaient rompre avec cette tradition, et il exposa dans plusieurs articles, la nécessité pour le prolétariat socialiste de rompre avec les républicains. Avant, comme après une révolution, l'unité de tous les républicains est tout aussi néfaste à leurs intérêts que celle des républicains et des royalistes. Il ne peut y avoir d'unité entre deux tendances opposées. L'unité signifierait le reniement du mouvement révolutionnaire en faveur de la réaction. Les orateurs français à ce meeting du 22 septembre furent Leseine et Dime, l'un des fugitifs déportés à Cayenne (432), et tous deux s'exprimèrent dans un esprit socialiste-révolutionnaire et anarchiste. Ils prirent également la parole quelques mois plus tard, au meeting de commémoration de la révolution de Février (433), aux côtés de Tufferd (434), Latour, Debuchy, proscrit de décembre originaire de Lille, et Déjacque. Les délibérations de l'*Association internationale* portaient aussi sur les problèmes théoriques du socialisme (435). Plus tard, les membres français de l'*Association internationale* rejoignirent l'*Union républicaine de langue française*, dont les membres fondèrent en mai 1870, à l'initiative de Cluseret, la section française de l'Internationale aux Etats-Unis (436).

En août 1858, le *Comité central* de l'*Association internationale* de Londres adressa une lettre aux

431. Cf. *Le Libéraire*, New York, 29 juin 1858. *Le Libéraire, Journal du mouvement social*, parut à New York du 9 juin 1858 au 4 février 1861; 27 numéros parurent en tout. Il était dirigé par l'anarchiste Joseph Déjacque (1822-1864), qui en était en même temps le principal rédacteur. Séparément de Proudhon et avant Kropotkine, il élabora une théorie anarcho-communiste. Il quitta la France pour Jersey à la suite du coup d'État. De là, il émigra en Amérique. Il exposa ses idées révolutionnaires et anarchistes dans son ouvrage *La Question révolutionnaire* (New York, 1854). Dans *Le Libéraire*, il publia *L'Humanisphère*, utopie anarchique (paru en livre: *Bibliothèque des Temps nouveaux*, 1899). La seule édition complète parut en espagnol (Buenos Aires, 1927). Déjacque rentra en France en 1861. On ne sait rien de ses dernières années ni de sa mort. Déjacque était en contact avec *Le Bien-être social* et *Le Prolétaire* de Bruxelles. Il publia en outre les brochures *De l'être humain mâle et femelle* (1857), *Béranger au pilori* (1858). Cf. sur Déjacque: Max Nettlau, *Der Vorfrühling der Anarchie*, chapitre XXIV.

432. Une lettre de Joseph Déjacque à Pierre Vésinier contenait un récit de Gustave Dime sur Cayenne (lettre du 20 février 1861, New York). Sans doute le seul manuscrit de Déjacque qui soit connu. (Voir: A. Lehning, «Une lettre de Joseph Déjacque» dans *Bulletin of the International Institute of Social History*, Amsterdam, 1951, n°1, p.16-32.)

433. Comptes rendus complets des discours dans *Le Libéraire*, du 25 octobre 1858. *Le Bien-Être social*, Bruxelles, IIIème année, n°13, 27 mars 1859, publia aussi un compte rendu du meeting.

434. Frédéric Tufferd fut l'un des directeurs du *Socialiste (New York)* et par la suite collaborateur de la revue de Malon, *La Revue socialiste*, avec ses articles sur le socialisme américain; il collabora également à *La Tribune des peuples*, 1886. Il écrivit entre autres: *Essai d'économie sociale*, New York, 1884; et: *Un programme social par Frédéric Tufferd*, Paris, Bourriand-éditeur, Librairie des Deux Mondes, 1887, 31p. Il avait été auparavant le directeur du *Bulletin de l'Union républicaine*.

435. Cf. le compte rendu de la dernière séance de l'*Association internationale* d'après *L'Echo français* dans *L'Espérance*, IVème livraison, p.235.

436. Claude Pelletier, en 1848 membre du *Club de la Révolution* et du *Parlement français*, était l'un des membres les plus influents de l'*Union républicaine*; proscrit de Décembre. Il publia entre autres ouvrages *Atercratie. Dictionnaire socialiste. Indiquant les voies et les moyens de résoudre le problème social*, 3 vol., New York, 1874-1876. Il fonda le *Bulletin de l'Union républicaine*, qui parut à partir du 14 octobre 1871 toutes les semaines sous le titre: *Le Socialiste, Journal hebdomadaire de l'Union républicaine de langue française* et du 2 décembre 1871 à octobre 1872, en tant qu'organe des branches françaises de la Première Internationale aux Etats-Unis. La branche française, Branche 2, fut représentée en 1872 au congrès de La Haye de l'A.I.T. par Arsène Sauva. Cette Branche 2 s'associa au *Conseil général* de Spring Street, qui n'accepta pas les résolutions du congrès de La Haye de 1872, et ne reconnut pas le nouveau *Conseil général* de New York. Elle fut en relation avec la *Fédération jurassienne* et adopta les résolutions du congrès international de Saint-Imier, le 15 septembre 1872, lors duquel les délégués français, espagnols, italiens, américains et jurassiens rejetèrent les résolutions de La Haye - l'exclusion de Bakounine et de Guillaume, et le transfert du Conseil général à New York -, et décidèrent de perpétuer l'Internationale sur de nouvelles bases, autonomistes.

membres de la colonie icarienne de Nauvoo - qui entretenait aussi des relations avec le *Kommunistenbund* - au sujet de leurs controverses avec les membres de la colonie de Saint-Louis. Ils étaient sommés, au nom de la cause commune, d'oublier leurs dissensions mutuelles, ce qui provoqua entre les deux branches icariennes une âpre discussion sur l'origine du conflit (437). Car au moment - c'est ainsi que débutait la lettre - où la vieille société marche à grands pas à sa dissolution, à la veille de la grande révolution sociale, qui doit changer la société bourgeoise en celle des travailleurs, tout différend entre ceux qui combattent dans la même armée prolétaire doit disparaître. Il faut resserrer nos rangs. L'objectif de notre prochaine révolution n'est pas seulement de remplacer la royauté ou l'empire par la république, mais avant tout d'abolir l'exploitation bourgeoise, et de parvenir à l'association universelle, c'est-à-dire au communisme (438).

En décembre 1858, l'*Association internationale* publia un manifeste: «*To the Republicans, Democrats and Socialists of Europe*». Ce manifeste était dirigé contre Mazzini, qui avait pressé les démocrates d'écarter tous les problèmes sociaux et les socialistes de s'unir à la bourgeoisie (439). Le manifeste posait ainsi la question:

«*Pourquoi Mazzini, au nom de l'unité désirée, ne demande-t-il pas à ses amis d'abandonner leurs tendances ploutocratiques? Que veut-il? L'unité nationale et l'indépendance de son pays? Il lui faut pour cela l'appui du prolétariat. Avec l'aide des travailleurs, ces républicains espèrent renverser la monarchie et la remplacer par une république oligarchique. Ils croient que le mot république a encore un pouvoir enchanteur sur les masses. Mais 1848 n'est pas tombé dans l'oubli. De tout temps et en tout lieu la bourgeoisie nous a trompés, aussi avons-nous le droit d'être irréconciliables. N'oublions jamais que c'est la réaction bourgeoise qui a entraîné les terribles journées de Juin. Nous ne pouvons pas compter sur la bourgeoisie. En tant que prolétaires nous ne devons compter que sur nous-mêmes. A l'heure de la révolution, nous devons prendre les armes comme un seul homme, mais seulement pour défendre nos propres intérêts, sous peine de nous voir une fois de plus utilisés pour servir les objectifs des autres. Alors, les Etats européens s'uniront en une République démocratique et sociale, dont tous les citoyens seront avant tout producteurs. Pour le prolétariat, il n'y a aucune différence entre une monarchie absolue et une république bourgeoise: partout où existent des classes et des castes privilégiées, on trouve l'esclavage et le despotisme, et le peuple est spolié des fruits de son travail. Tant qu'une classe sociale est obligée de vendre son travail la «liberté» n'est qu'un mot vague; l'«égalité», une fiction, tant qu'un homme est le maître et les autres esclaves, et la «fraternité», une illusion stupide, là où la société est organisée en classes et en castes.*

*Les classes ouvrières ne comprennent que trop bien qu'il ne suffit pas qu'une nation ait adopté une forme de gouvernement républicain pour que le peuple soit libre. La bourgeoisie ne veut utiliser la démocratie qu'à ses propres fins. Pour le prolétariat, l'union avec la bourgeoisie signifierait qu'il renonce à ses droits sociaux. L'unité du prolétariat socialiste est urgente, et le plus tôt elle se réalisera sera le mieux. Alors viendra l'action qui provoquera non seulement une révolution politique, mais aussi une révolution sociale. Depuis la fondation de l'Association internationale notre mot d'ordre a toujours été: Unité des peuples. Seule une union des prolétaires de tous les pays garantira aux classes ouvrières les fruits de leur travail et les protégera contre toute forme d'exploitation».*

Ce long manifeste (440) dirigé contre Mazzini est la publication la plus importante de l'Internationale et du *Comité international*. Peu de temps après sa parution, et probablement en relation avec celle-ci,

437. Cf. Auguste Desmoulins, «*L'Amérique et le socialisme*», dans *L'Espérance*, revue philosophique, politique, littéraire, publiée à Jersey par Pierre Leroux, IV<sup>ème</sup> livraison, p. 201.

438. La lettre du *Comité central* de l'*Association internationale* de Londres aux membres de la colonie icarienne de Nauvoo, Etats-Unis, signée par Zeno Swietoslowski, secrétaire, Londres, 28 août 1858, parut dans *Die Neue Zeit* du 4 septembre 1858 et dans *Le Prolétaire* du 5 octobre 1858. Cf. Appendice IX.

439. L'appel de Mazzini pour la fondation d'une nouvelle organisation européenne «*Partito d'Azione Europeo*» parut dans son journal *Pensiero e Azione*, Londres, le 1<sup>er</sup> novembre 1858, sous le titre «*Ordinamento del Partito Europeo*» (cf. Mazzini, *Scritti editi ed inediti*, LXII, Imola, 1932, p. 83-92.).

440. Reproduit dans *Le Libéraire* du 5 février 1859, sous le titre: «*Envers et contre la bourgeoisie. Aux républicains, démocrates et socialistes de l'Europe*». Voir le texte intégral Appendice X. Le manifeste parut également dans *Reynold's Newspaper* du 2 janvier 1859 et en brochure en anglais: *Manifesto of the Central International Association*, London Dec. 7<sup>th</sup>, 1858, Londres, R. Hirschfeld, 1858, 8 p., dont aucun exemplaire n'a été retrouvé.

une scission eut lieu au sein de l'*Association internationale* de Londres. Un meeting fut tenu le 4 janvier 1859 au cours duquel le *Conseil central* fut dissous. En raison de cette résolution, la *Commune révolutionnaire polonaise* annonça le 11 janvier 1859, dans une lettre signée par Swietoslawski, président, et Baraszkiewicz, secrétaire, sa décision de se retirer. Ils étaient évidemment partisans d'une plus grande centralisation. Le nouveau secrétariat compta parmi ses membres, F. Girard, J. Mackay et N. Ulrick, signataires du manifeste contre Mazzini. Les nouveaux statuts adoptaient nettement les thèses anarchistes. Ils étaient rédigés ainsi:

1- *Considérant que les anciens statuts de la Société ne sont pas en rapport avec les principes que la Société représente, elle adopte le règlement suivant:*

2- *La Société admet tous les citoyens et les citoyennes qui adhèrent aux présents statuts.*

3- *Le but de la Société est de propager les principes de la révolution sociale, d'y travailler activement par tous les moyens en son pouvoir, et d'arriver ainsi à établir la République Démocratique Sociale Universelle.*

4- *La Société comprend ainsi les principes de la révolution sociale: Négation absolue de tous les privilèges; négation absolue de toute autorité; affranchissement du prolétariat. Le gouvernement social ne peut et ne doit être qu'une administration nommée par le peuple, soumise à son contrôle et toujours révocable par lui, quand il le juge convenable.*

5- *Nul ne pourra être admis comme membre de la Société à moins de reconnaître ces principes fondamentaux, et de s'engager à les exécuter.*

6- *Les demandes d'admission doivent être adressées par écrit; elles devront indiquer les nom, prénoms et domicile du candidat. Ces demandes d'admission seront lues à haute voix, dans la première réunion générale; elles devront être appuyées par un membre au moins; ensuite l'assemblée votera sur cette demande. L'admission n'a lieu qu'à la majorité absolue des voix; ceci obtenu, le candidat est admis membre de la Société.*

7- *Un secrétariat central, composé de trois membres, toujours révocable, est élu au scrutin secret; il est chargé de tenir les écritures et de rédiger les procès-verbaux.*

8- *Un trésorier est élu également par le même moyen. Il est chargé de recevoir les cotisations.*

9- *Pour couvrir les frais de Société, et au besoin, soit pour publication ou faire la propagande, une souscription volontaire a lieu à la fin de chaque séance.*

10 et dernier- *Tout citoyen ou citoyenne étant éloigné du siège de la Société, et qui désire correspondre avec elle et s'y faire adjoindre, peut adresser ses lettres au Secrétariat, 12, Gray's Inn Lane, Holborn (441).*

Outre la divergence d'opinion sur l'égalité des sexes - une opposition féroce semble s'être élevée contre la motion proposant l'admission des femmes au *Conseil central*, la plupart des membres arguant à son encontre que l'époque n'était pas encore mûre pour les femmes - la tentative avortée de fonder une école socialiste et les activités des mouchards de la police ont sans doute joué également un rôle (442). Les membres de la *Commune révolutionnaire polonaise* adoptèrent lors de leur assemblée du 15 mars 1859, une résolution appelant à perpétuer l'Internationale selon ses anciens statuts, avec les autres membres démissionnaires. Ils formèrent un nouveau *Comité central*, ainsi composé: Gustave Bonnin, Crump, Hillmann, Krynski, Niemers, Zeno Swietoslawski, Scherzer, Young, E. Bauer, secrétaire et Baraszkiewicz, trésorier. Ce comité avait des contacts avec l'Amérique: la décurie d'un des groupes de New York exprima au *Comité central* de Londres sa satisfaction de voir les Polonais rejoindre l'Internationale (443).

L'une des dernières publications connues du Comité central est le manifeste: *Adresse de l'Association internationale au parti démocratique* (444), publié à la suite de la guerre franco-autrichienne et

441. *Le Libéraire*, 12 mai 1859.

442. Bernhard Becker, op. cit., p.12 ; cf. l'article de Scherzer dans *Neuer Social Demokrat*, 18 février 1876.

443. Lettre du secrétaire Bernard Hamann, datée du 12 mai 1859, New York: «An das Zentral-Komitee des Internationalen Vereins» dans *Das Volk*, Londres, 11 juin 1859, n°6.

444. Le manifeste fut publié en brochure: Imprimerie Universelle, 4p. Pour le texte intégral, voir Appendice XI. Il existe une édition anglaise: *Address of the International Association to the Democratic Party*, Universal Printing Office, 4p. Par erreur, l'édition française porte la date de 1856, au lieu de 1859. Les deux brochures se trouvent à l'*Institut international d'Histoire sociale* d'Amsterdam.

des événements du printemps 1859 en Italie. Ce fut Edgar Bauer, secrétaire du Comité, qui rédigea ce manifeste (445). Il demande qu'aucune position ne soit prise dans les conflits purement politiques entre nations, l'unité nationale et l'indépendance n'impliquant en aucune façon la liberté. Pour le triomphe de la liberté, on ne doit espérer aucun profit des guerres entre nations. Le seul problème digne d'attention n'était pas la question politique, mais économique. Tant que se maintiendra le système social actuel, aucune liberté réelle n'existera dans les nations. C'est pourquoi il fallait adopter une politique de neutralité dans les conflits suscités par les conditions dominantes. Outre la publication de ce manifeste, l'Internationale réorganisée tint une réunion publique le 24 juin 1859, où entre autres Lessner et Schapper prirent la parole. On ne peut trouver aucune trace d'activité ultérieure. Cette nouvelle Internationale disparut sûrement, ainsi que l'ancienne, au cours de l'année 1859. Après l'amnistie du 16 août 1859, de nombreux réfugiés français rentrèrent dans leur pays. C'est ainsi que prit fin l'*Association internationale*. Un peu plus tard, après l'amnistie prussienne de 1861, ce fut au tour des réfugiés allemands, parmi lesquels Edgar Bauer, de revenir dans leur patrie.

Après la dissolution de l'Internationale, les membres anarchistes fondèrent le «*Club de la libre discussion*», qui organisa tous les dimanches des réunions au 4, Marshall Street, Gordon Square, pour y débattre des problèmes sociaux, politiques et philosophiques, et qui convoqua également de temps à autre des meetings publics. Le secrétaire du Club était A. Herben, un des signataires au nom du *Conseil central* de l'Internationale du manifeste contre Mazzini (446). Le 25 juin 1860, le Club tint son douzième meeting public pour commémorer Juin 48 «*première étape du prolétariat dans la voie du progrès social réel*» (447). Etant donné les résultats désastreux du principe d'autorité, source de tous les maux de la société, on n'élut à ce meeting ni président, ni bureau. Les divers orateurs, dont les noms n'ont pas été enregistrés (448), rejetèrent la triade: *Liberté, Egalité, Fraternité*, et dénoncèrent le gouvernement provisoire de 1848 qui, né sur les barricades parisiennes, fut par sa lâcheté et sa trahison responsable du massacre de Juin.

-----

445. Edgar Bauer, op. cit., p.9, où l'auteur raconte qu'il fut étonné de ce que les Polonais, qui étaient majoritaires au Comité central, aient signé le manifeste.

446. Par la suite Herben résida en Amérique et devint membre de l'Internationale. En 1873, il appartint à la branche française n° 42 de l'Internationale. Cf. *Le Socialiste*, IV<sup>ème</sup> année, n°21, 2 mars 1873.

447. Cf. *Correspondance*, datée du 28 juin 1860, Londres, dans *Le Bien-Etre social* du 22 juillet 1860.

448. On peut lire dans le compte rendu du meeting, paru dans *Le Libéraire* du 17 août 1860, n°25, et dans *Le Bien-être social* du 22 juillet 1860: «*Le Club, fidèle à sa conviction que tout ce qui est mal dans la société publique est la conséquence fatale dite de l'autorité, attribuée n'importe comment et pourquoi à un seul ou à plusieurs, ne s'était nullement occupé ni de l'élection d'un président ni de la composition d'un bureau. Les assistants, pour la plupart de courageux et vaillants travailleurs, comprenaient très bien qu'ils se trouvaient eux-mêmes investis de la présidence et du maintien de l'ordre, car tous étaient librement et de leur propre mouvement venus à ce meeting commémoratif, pour faire, comme socialistes convaincus de l'injuste et inique organisation de la société moderne, acte de foi et d'espérance et rendre, en même temps, hommage au noble et généreux sentiment socialiste humanitaire, qui, le 22 juin 1848, avait fait reprendre les armes au prolétaire de Paris, décidé alors d'en finir une bonne fois et pour toujours avec les pantins révolutionnaires de la maxime: «Ôte-toi de là, que je m'y mette». Les orateurs, qui ont occupé la tribune à leur tour d'inscription, besogne dont le meeting avait chargé un secrétaire-commis, ont sur tous les rapports, réussi à restituer à juin 1848 sa véritable signification révolutionnaire, aussi, leurs paroles ont-elles trouvé de l'écho dans l'auditoire. La raison en était bien simple; il n'y avait là que des travailleurs prolétaires parlant à des travailleurs un langage à la portée de leur saine et rude logique et de l'infaillible sens commun, et non des Lamartine, des Mazzini, des Kossuth, des Louis Blanc et autres trafiquants d'English lectures. (...). Chose rare dans les meetings politiques! Cette fois-ci la triade «Liberté, Egalité et Fraternité», mots vides de sens par le temps qui court, a été soigneusement laissée de côté comme une vieille guenille de saltimbanque usée jusqu'à la corde; aucun orateur n'a tartiné là-dessus. Du reste, la majeure partie des soldats du travail commencent heureusement à s'apercevoir de la vaine inanité de ces trois mots, si longtemps magiques et que nos modernes réformateurs de la société, de par le principe d'autorité soi-disant légale ou religieuse, ont si adroitement et avec tant de facilité su mettre à toutes les sauces gouvernementalesques. Ce qu'il importe de noter, c'est qu'il y a eu cette fois-ci unanimité dans le meeting pour flétrir la conduite réactionnaire du gouvernement provisoire, qui, en 1848, a trôné à l'Hôtel-de-Ville de Paris. (...). Par trois fois, dans ce court espace d'un demi-siècle, le peuple, poussé à bout, a brisé ses fers séculaires au cri de «Vive la Liberté», et il ne tardera plus guère à les briser de nouveau, mais cette fois-ci ce sera aux cris de «Vive le Peuple, tout par le travail, plus d'exploitation de l'Etre humain sous quelque forme qu'elle puisse se présenter. Vive l'Anarchie»».*

## L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS (A.I.T.):

L'effort du mouvement ouvrier durant les trente années qui précédèrent la fondation en 1864 de celle qu'il est convenu de nommer la *Première Internationale*, pour parvenir à une union internationale, est avéré par l'*Association internationale*, peu connue, mais qui constitua la première tentative pratique de former une Internationale visant à l'émancipation sociale et à la fraternisation des peuples par l'union des travailleurs de tous les pays. Elle fut davantage, de par la force de son organisation et en dépit de ses statuts, une organisation internationale de propagande révolutionnaire qu'une internationale de syndicats, telle que la conçut la *Première Internationale*. Son histoire s'identifie pour l'essentiel à celle des débuts de l'internationalisme prolétarien révolutionnaire, et de la rupture entre le mouvement ouvrier et la démocratie bourgeoise. C'est là que réside son importance historique. Malgré ses contacts avec les ouvriers belges et les socialistes anglais qui en étaient membres, cette association portait l'empreinte d'une société internationale de réfugiés et étant donné les conditions politiques et sociales, il pouvait difficilement en être autrement. Ce n'est qu'après 1860 que la transformation des rapports sociaux et politiques ouvrit d'autres perspectives à une Internationale ouvrière. En France, dix années d'Empire, durant lesquelles les antagonismes de classes s'étaient polarisés en même temps que le développement économique en cours, avaient fait surgir un nouveau mouvement ouvrier dont la conscience de classe connut ses manifestations classiques avec le *Manifeste des Soixante* et la *Capacité politique des classes ouvrières* de Proudhon.

En Allemagne, la période de réaction prit fin en 1858, une «nouvelle époque» s'instaura, et grâce au développement économique et à la montée des idées libérales furent jetées les bases d'un vaste mouvement ouvrier. Dans ces conditions, les nouvelles tentatives de fonder une association internationale de travailleurs purent prendre une tournure toute différente.

La tradition internationaliste du socialisme français se manifesta à nouveau dès 1862, et des dispositions furent prises pour consolider l'union entre les travailleurs français et anglais. A l'occasion de la visite d'une délégation d'ouvriers français à l'*Exposition universelle* de Londres en 1862, le comité de rédaction de l'organe coopérativiste *The Working Man* - auquel collaborait Alfred Talandier - créa le *Comité d'accueil international du Working Man* avec G. E. Harris pour secrétaire, celui-là même qui avait été secrétaire du *Comité international* et qui appartint au *Conseil général* de l'A.I.T. pendant les années 1869-1872 (449).

*The Working Man* du 7 septembre 1862 écrivait: «Le Comité du Working Man, dès qu'il fut convoqué et informé de l'arrivée de ses camarades ouvriers français répondit avec enthousiasme à notre proposition de les accueillir publiquement pour fraterniser avec eux et renforcer l'Alliance internationale des travailleurs».

Le 5 août, ce comité organisa un meeting, au cours duquel des délégués français - dont Henri Tolain - prirent la parole, et où l'on insista sur l'opportunité d'une coopération entre les classes ouvrières de tous les pays. Par l'intermédiaire de l'émigration française de Londres, les délégués français se mirent en relation avec les dirigeants des syndicats anglais et les travailleurs des autres nationalités.

Après l'éclatement de la révolte polonaise de 1863, les travailleurs anglais convièrent les Français à un meeting commun, dans le but de faire pression en faveur de la Pologne sur les gouvernements français et anglais. Ce meeting eut lieu le 22 juillet 1863, à Saint James Hall. Le lendemain le *London Trades Council* convoqua pour accueillir les ouvriers français un meeting auquel se rendit une délégation polonaise. Un comité, chargé de rédiger une adresse aux travailleurs de France fut élu. Il lui fallut plusieurs mois pour s'acquitter de sa tâche, mais le 10 novembre, le texte de l'adresse était prêt et Gustave Jourdain qui avait servi d'interprète au meeting du 23 juillet l'emporta à Paris. A l'automne 1864, une délégation française arriva à Londres avec la réponse à l'adresse anglaise. Le 28 septembre 1864, un meeting se déroula à Saint Martin's Hall - à l'endroit même où s'était tenu le 27 février le meeting qui devait amener la fondation de l'*Association internationale* - au cours duquel Tolain, l'un des membres

449. G. E. Harris avait également été le secrétaire de la délégation du *Working Man* - le président en était Ambrose C. Cuddon, directeur du *Working Man* - qui accueillit Bakounine chez Herzen, deux semaines après son évasion réussie de Sibérie, le 10 janvier 1862.

de la délégation de 1863, lut la réponse des ouvriers français, accueillie par de vives acclamations. L'adresse se terminait par un appel à l'union de tous les travailleurs.

Après l'intervention d'Henri Tolain, Victor Le Lubez exposa le projet d'Internationale élaboré par les ouvriers français. Un *Conseil central*, composé de travailleurs de toutes les nationalités, devait être installé à Londres. Ce *Conseil central* devait être en liaison avec les sous-comités qui seraient créés dans toutes les capitales européennes.

La forme d'organisation proposée par la délégation française a très vraisemblablement été influencée, sinon directement inspirée, par la forme d'organisation mise en place par les règlements et statuts de 1856. Bien qu'il soit évident qu'il ne peut être question d'une continuation directe, cependant l'activité internationale des réfugiés socialistes qui avaient fait partie de l'*Association internationale* explique parfaitement le fait que la nouvelle organisation internationale, fondée peu d'années plus tard, ait rencontré si vite un écho. En outre, il est hors de doute que les Français, dont l'activité lors de la fondation de la *Première Internationale* fut décisive, étaient étroitement liés avec les anciens membres de l'*Association internationale*. Nombre de ces derniers rejoignirent la nouvelle Internationale et plusieurs d'entre eux devinrent membres de son *Conseil général*. Nombreux furent les membres français, parmi lesquels se trouvaient ceux qui n'étaient pas rentrés en France après l'amnistie de 1859, qui rejoignirent plus tard la branche française, section française de la *Première Internationale* à Londres, tout comme la plupart des Français membres actifs de l'*Association internationale* à New York devaient par la suite fonder la première branche française de l'*Association internationale des travailleurs*, en Amérique.

Après les discours de Tolain et Le Lubez, l'assemblée adopta une résolution qui prenait la réponse des ouvriers français à l'adresse anglaise de 1863 comme base pour l'organisation d'une association internationale. Avant la fin du meeting, on élut un comité chargé d'élaborer les règlements et les statuts. L'un des membres élus fut J.B. Leno, membre du *Comité international* de 1855. Au cours des premières sessions de ce comité, appelé d'abord *Conseil central*, puis *Conseil général*, auquel s'étaient joints entre autres Talandier et Jourdain, les statuts provisoires furent rédigés, donnant son nom définitif à l'Association: «*The Working Men's International Association*» (l'Association internationale des travailleurs).

**Arthur LEHNING.**

-----